



Contexte économique officinal difficile, chômage des adjoints, concurrence avec les préparateurs... La situation de l'emploi des pharmaciens est tendue et pas plus ensoleillée au sud qu'au nord. Zoom sur 4 villes: Lyon, Marseille, Montpellier et Lille.

Par Catherine Grison, Annabelle Alix, Jean-Luc Decaestecker, Myriem Lahidely et Françoise Sigot.

## L'âge des demandeurs d'emploi

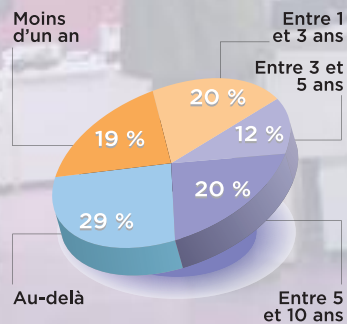
- **Adjoints** : 15 % ont moins de 25 ans, 45 % ont entre 25 et 49 ans, 40 % ont plus de 50 ans.
- **Préparateurs** : 40 % moins de 25 ans, 48 % entre 25 et 49 ans, 12 % ont plus de 50 ans.

Source : OMPL, décembre 2012, d'après des données 2010.

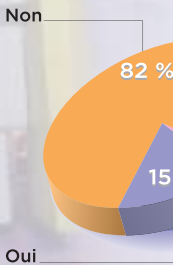
## Sondage directmedica

Sondage réalisé par téléphone du 23 au 25 avril 2013 sur un échantillon...

**Depuis combien de temps travaillez-vous dans l'officine qui vous emploie ?**



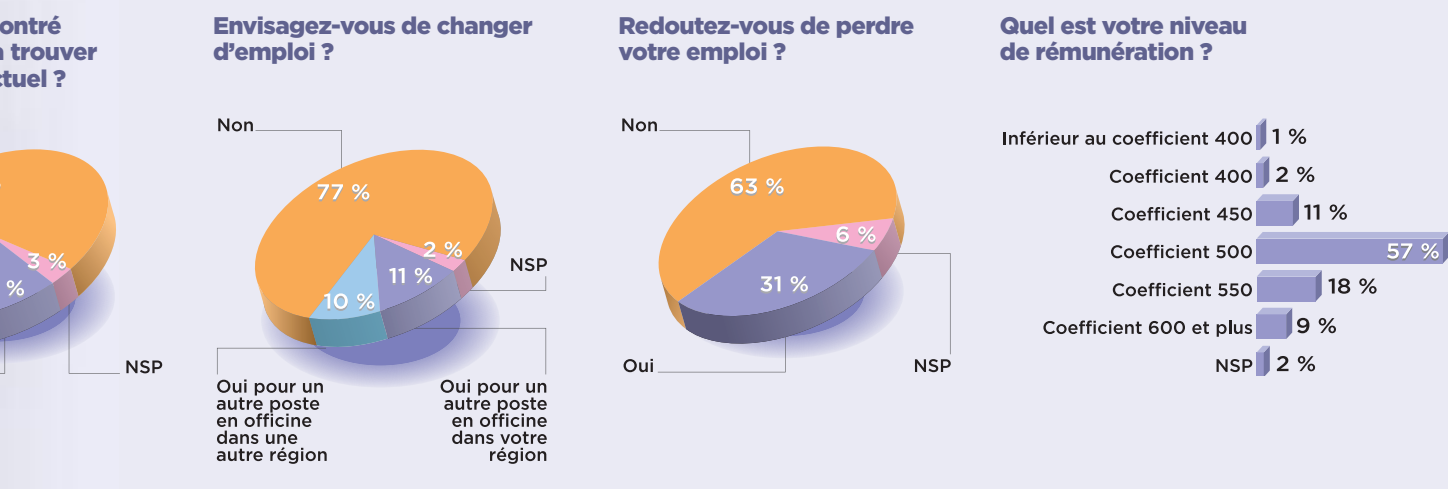
**Avez-vous rencontré des difficultés à votre emploi ?**



# L'EMPLOI QUATRE VILL

Le couperet est tombé le 25 avril dernier : les derniers chiffres du chômage sont catastrophiques. 3 224 600 demandeurs d'emploi à fin mars. Dans les pharmacies aussi, le marché de l'emploi se dégrade, corrélé à une économie officinale trop incertaine. Deux sources de données permettent plus particulièrement d'évaluer la situation : Pôle Emploi et l'OMPL (Observatoire des métiers des professions libérales). 4 316 pharmaciens étaient inscrits à Pôle Emploi fin décembre 2012 (contre 3 839 fin 2011), alors qu'ils étaient 2 420 en 2009, soit une hausse de 78 % en trois ans. Ce chiffre n'inclut pas les non-inscrits et les intérimaires. Le secteur officine recensait 1 110 adjoints sans emploi fin 2012 contre 886 fin 2011. Les chiffres de l'OPLM sont plus précis mais antérieurs (2010), soit 2 808 pharmaciens au chômage ou ayant connu une période de chômage, pour un effectif de 27 888 exerçant en officine. Ce qui correspond à un taux de 10,1 % pour les pharmaciens contre 6,9 % pour les préparateurs, même si ceux-ci sont plus nombreux avec 4 344 sans emploi. Mais ils sont 63 204 à être enregistrés. Le profil du demandeur d'emploi en pharmacie diffère selon sa qualification et son âge. Les pharmaciens sont dorénavant plus âgés et restent plus longtemps sans emploi. 40 % d'entre eux ont plus de 50 ans, contre 12 % pour les préparateurs. Et si 40 % retrouvent un emploi en moins de 6 mois, la

Échantillon représentatif de 100 pharmaciens adjoints en fonction de leur répartition géographique et du chiffre d'affaires de l'officine.



# EN RÉGIONS LES PASSÉES AU CRIBLE

durée de chômage s'étend au-delà d'une année pour plus de 42 % (32 % pour les préparateurs). La proportion de pharmaciens demandeurs d'emploi augmente de façon sensible. Lorsqu'il faut embaucher, la préférence peut jouer en faveur d'un préparateur, moins coûteux. Peut-

on espérer une amélioration du nombre de postes dans un futur proche grâce aux nouvelles missions de la loi HPST ? L'avenir le dira mais il semble d'ores et déjà certain qu'il faudra du temps pour retrouver une bonne lisibilité économique. **I.C.G.**



## Signes de tension à Lyon

### LES CHIFFRES DU RHÔNE

**126** demandeurs d'emploi pharmaciens d'officine inscrits fin décembre 2012.

**41** offres d'emploi de pharmaciens d'officine enregistrées en 2012.

(Source Pôle Emploi.)

**F**in 2012, confrontée au départ d'un de ses adjoints, Chantal Fenouil, titulaire de la pharmacie centrale de Gerland à Lyon, cherche à le remplacer. « J'ai publié une annonce via l'OCP et reçu 62 candidatures », lance encore incrédule la pharmacienne lyonnaise. « Je ne propose pourtant qu'un poste à temps partiel, car l'un des prescripteurs du quartier a décroché sa plaque et cela se fait clairement ressentir sur l'activité », ajoute-t-elle. Parmi les candidats, un nombre important de seniors et de jeunes diplômés et surtout beaucoup de pharmaciens venus de l'industrie, sans compter un ancien collaborateur des pharmacies des Hospices Civils de Lyon, dont le CDD n'a pas été reconduit. « Je n'avais jamais eu des profils aussi disparates, en aussi grande quantité. Il y a cinq ans, j'avais cherché un collaborateur et s'étaient présentés moins de dix can-

●●● *didats, tous issus de l'officine* », analyse Chantal Fenouil. Frappant, cet exemple permet-il de conclure que le marché de l'emploi des pharmaciens d'officine est en berne entre Saône et Rhône ? Les chiffres délivrés par Pôle Emploi à l'échelle de la région font état de 126 demandeurs d'emploi pharmaciens d'officine inscrits fin décembre dernier, contre 98 en 2011 et 70 en 2010. Par ailleurs, 30 offres d'emploi de pharmacien d'officine ont été enregistrées en 2011 et 41 en 2012. Sur le ter-

rain, les analyses se rejoignent et plaident en faveur d'une tension du marché local de l'emploi sans toutefois tomber dans le catastrophisme.

### Concurrence des pharmaciens issus de l'industrie et des préparateurs

La principale caractéristique régionale du marché de l'emploi est paradoxalement la concurrence croissante des pharmaciens de l'industrie. « *Beaucoup de laboratoires ont réduit leurs effectifs, les conditions de travail y sont difficiles donc les jeunes diplômés de cette filière et leurs homologues plus expérimentés frappent à la porte des pharmacies* », note Bernard Montreuil, président de la FSPF dans le Rhône. Autre phénomène lyonnais, les regroupements, nombreux ces dernières années entre pharmacies du centre-ville : « *Les officines se regroupent ou leurs conditions économiques se dégradent, donc les emplois disparaissent* », résume Valère Chausset, représentant de l'USPO dans le Rhône. La situation ne

## « Pour remplacer ponctuellement un adjoint, les titulaires préfèrent embaucher un préparateur et gonfler leurs propres horaires. »

David Roussel, agence Appel Médical

# Le parcours du combattant à **Marseille**

**D**epuis deux ans, nous n'arrivons plus à placer les adjoints à Marseille», relève Sophie Pin, responsable du service d'aide au placement d'adjoints et préparateurs, au syndicat des pharmaciens du Bouches-du-Rhône. Entre mars 2012 et mars 2013, Pôle Emploi a dénombré 70 offres dans les Bouches-du-Rhône. C'est peu au regard des 236 pharmaciens actuellement inscrits comme demandeurs d'emploi. « *A Marseille, la moitié des pharmacies connaissent des difficultés de trésorerie et 35 % sont au bord de la faillite*, observe Stéphane Pichon, président de l'Ordre des pharmaciens PACA-Corse. *Nous gérons en permanence 20 à 24 dossiers régionaux d'officines en procédure judiciaire.* » Les officines se montrent frileuses sur l'embauche des adjoints, qu'elles rémunèrent en moyenne 2500 euros net par mois. Le recrutement se limite à la stricte nécessité de combler l'absence de diplômé au comptoir : absences ponctuelles du titulaire, congé maternité de l'adjoint en poste... « *Les pharmacies ne peuvent plus s'offrir le luxe de disposer d'un adjoint "de confort"* », résume Frédéric Aula, pharmacien et fondateur de la plateforme d'emploi [www.clubofficine.fr](http://www.clubofficine.fr).

### Développement de la précarité subie ou choisie

« *De plus en plus d'adjoints nous contactent car ils ont besoin d'être guidés dans leur recherche* », observe Caroline Salotti, référente pharmacie chez Appel Médical. Leur durée d'inscription chez Pôle Emploi est en moyenne de 14 mois... L'inquiétude grandit, notamment chez les générations plus âgées qui subissent de plein fouet les mouvements du sec-

### LES CHIFFRES DES BOUCHES-DU-RHÔNE

**236** demandeurs d'emploi pharmaciens d'officine inscrits.

**70** offres d'emploi de pharmaciens d'officine enregistrées entre mars 2012 et mars 2013.

(Source Pôle Emploi.)

teur : licenciements économiques et/ou consécutifs au rachat d'officine par plusieurs diplômés... « *Où encore anciens titulaires qui ont dû vendre et se retrouvent sur le marché de l'emploi* », relève Frédéric Aula. Or plus on avance dans l'âge, plus le salaire est élevé... et plus l'embauche s'avère difficile. Chez les jeunes, la précarité est souvent plus facile à supporter... et même, parfois recherchée. « *Nous sommes très souvent mandatés pour trouver des remplacements à des pharmaciens qui veulent connaître plusieurs façons de travailler* », indique Caroline Salotti. Mais sur ces contrats aussi, la concurrence est rude. Pour avoir l'avantage, le réseau peut être une solution. « *Pour un titulaire, il est moins coûteux*





devrait pas s'améliorer à court terme. « Il y a encore une bonne soixantaine d'officines en trop à Lyon », estime Hugues Videlier, président du Conseil régional de l'Ordre de Rhône-Alpes. Les premières victimes de cette conjoncture peu favorable à l'emploi semblent être les jeunes diplômés et les seniors.

« Depuis cinq ans que j'enchaîne les missions intérimaires comme pharmacien adjoint, je n'ai jamais peiné à trouver du travail jusqu'à ces 12 derniers mois. Désormais, il me faut accepter un salaire bien en deçà de celui auquel je peux prétendre, presque au niveau d'un préparateur si je veux travailler », témoigne Sandrine. « Les rares missions que nous avons sont à temps partiel, confirme David Roussel, responsable de l'agence d'intérim pharmacie de l'Appel Médical à Lyon. Pour remplacer ponctuellement un adjoint, les titulaires préfèrent embaucher un préparateur et gonfler leurs propres horaires. » D'autant que les préparateurs sont devenus très rares dans le Rhône. « Cela conduit à

une surenchère des salaires des préparateurs et à l'inverse une tension sur ceux des pharmaciens adjoints, une situation préoccupante », observe Bernard Montreuil. Alors qu'il y a encore quelques années, l'on faisait état de difficultés à pourvoir les emplois dans les officines installées dans les banlieues difficiles de la ville, aujourd'hui la tendance s'inverse. « Nous n'avons pas de turn-over et davantage de peine à recruter des gens de qualité. D'ailleurs nous privilégions souvent les personnes qui habitent le quartier », témoigne Gilles Perraud, titulaire à la pharmacie de l'Hôtel de ville à Vaulx-en-Velin. La capitale des Gaules ne reste donc plus une place relativement privilégiée en matière d'emploi des officinaux, quel que soit le quartier. Le marché de l'emploi pâtit de la conjoncture économique. Reste une solution, pour l'instant porteuse pour les pharmaciens lyonnais : accepter de faire quelques dizaines de kilomètres pour se retrouver sur les dernières terres rurales qui entourent la ville. ■ F.S.

de faire marcher son réseau de connaissances que de faire appel à l'intérim », relève Frédéric Aula. Mettre l'équipe, les clés et la caisse de son officine entre les mains d'un pharmacien qu'on connaît est également plus rassurant.

### Réseau et mobilité, deux atouts indéniables

« Je réalise grâce à mon réseau des remplacements à la journée, à la demi-journée ou sur des périodes n'excédant généralement pas trois mois », rapporte Frédéric Aula, ravi pour sa part d'échapper à la routine... et mobile. Une qualité rare chez le pharmacien marseillais, en raison des conditions de circulation difficiles, même d'un arrondissement à l'autre. « J'habite à Toulon et effectue des remplacements sur tous les arrondissements de Marseille, en m'arrangeant pour loger chez des amis, rapporte Alexandre Alamargot. Malgré tout, il est rare que je travaille une semaine d'affilée, et je reste parfois un mois sans travail. » Lui n'a pas encore sa thèse. Un handicap ? Pas sûr. Certains employeurs préfèrent piocher dans le vivier d'étudiants marseillais pour des remplacements qu'ils rémunéreront en dessous du coefficient 400. « Un titulaire m'a déjà fait comprendre qu'il ne me reprendrait pas cet été si je passais ma thèse d'ici-là... », relève Alexandre Alamargot. Son salaire varie selon les officines. « En milieu rural aux abords de Marseille, les titulaires sont plus coulants et il m'est arrivé d'être rémunéré sur la base du coefficient 500, se souvient-il. Les disparités de rémunération semblent plus liées à la philosophie du titulaire, qu'au chiffre d'affaires de l'officine. » Une fois thésé, Alexandre Alamargot espère bien

dénicher un CDI, tâche pourtant ardue, les officines privilégiant l'embauche de préparateurs. A Marseille, le turn-over des adjoints est faible, « j'ai commis l'erreur stratégique d'effectuer mon stage de 6<sup>e</sup> année dans le Vaucluse », regrette Alexandre. Lorsqu'ils occupent une place à prendre, les étudiants sont souvent embauchés à l'issue de leur stage. Quand aucun poste n'est à pourvoir et si le stage s'est bien passé, le bouche à oreilles peut toujours opérer. Mais Alexandre a raté le coche et se projeter dans l'avenir devient difficile. Au bord de la résignation, il pense à quitter la région si la situation n'évolue pas après l'obtention de sa thèse. Pourtant, un renouveau s'amorce. « Depuis un an et demi, quelques regroupements se forment sur la région marseillaise, indique Stéphane Pichon. Si des licenciements sont à craindre à court terme, les perspectives de croissance induites par ces regroupements laissent entrevoir de nouvelles embauches à long terme. » Par ailleurs, « dans le cadre de l'accord interprofessionnel sur la sécurisation de l'emploi, une négociation est en cours dans la branche du travail temporaire pour autoriser les agences d'intérim à embaucher des salariés intérimaires en CDI », ajoute Sébastien Buffet, attaché de presse chez Randstad France. Ces salariés seraient mis à disposition d'entreprises utilisatrices en fonction du besoin ». Une réforme qui pourrait concerner les pharmaciens. ■ A.A.

**« Les pharmacies ne peuvent plus s'offrir le luxe de disposer d'un adjoint "de confort" »**  
Frédéric Aula, [www.clubofficine.fr](http://www.clubofficine.fr)

# A Montpellier, les places sont chères

**A**voir Bac + 6 et galérer comme ça, c'est hallucinant ! » Depuis qu'elle a terminé ses études en 2009, Christèle n'a jamais pu trouver d'emploi à temps plein à Montpellier. Après quelques remplacements de 3 à 8 mois dans des officines moyennes du centre-ville, elle est au chômage depuis bientôt deux mois. « Ce n'est pas faute d'avoir travaillé dans des conditions parfois très "limites" comme les heures supplémentaires non rémunérées qu'il faut encore réclamer six mois après, les horaires donnés le soir pour le lendemain, un salaire au coefficient minimum, l'extrême flexibilité... », déplore la jeune pharmacienne. Montpellier compte 100 officines (401 au total dans l'Hérault) et une faculté de pharmacie qui, note Anne-Marie Lavalette, titulaire à Montpellier « offre un vivier de stagiaires, notamment en fin de 6<sup>e</sup> année ». Dans la promotion 2012-2013, sur 199 étudiants inscrits en dernière année, 115 se destinent à l'officine (58 % des futurs diplômés). La plupart voudront rester à Montpellier. Et ce, alors que sur son bassin d'emploi, début avril, 114 diplômés d'Etat étaient inscrits à Pôle Emploi. « Ce chiffre, logique pour ce secteur qui concentre le plus gros des demandes, tient compte des pharmaciens qui font des remplacements et continuent de chercher », explique un agent au service « statistiques » de Pôle Emploi.

## Des titulaires en crise

Les offres sont souvent des CDD courts. L'offre la plus récente dans l'Hérault proposait mi-mars un contrat de deux jours à 40 km de Montpellier. Début avril, Pôle Emploi affichait deux CDD de 6 mois dans l'Aude et l'Aveyron, 8 jours dans le Gard, et deux CDI dans le Gard et dans l'Aude (25 h et 35 h). Les agences d'intérim – Quick Médical Service, Adecco Médical ou Aile Médicale – n'ont quasiment jamais de postes à proposer à Montpellier ou dans sa périphérie. Guillaume Domato, responsable de l'agence Pharma Grand Sud (Appel Médical) note que « depuis 2012, les officines ont quasiment cessé de faire appel à nos prestations, parce qu'elles cherchent des économies partout, mais aussi parce qu'elles disposent elles-mêmes de piles de CV pour très peu de postes à pourvoir ici, sauf peut-être l'été. » Damien Orazi, adjoint depuis 2011 dans une officine de Saint-Christol, à 30 km de la métropole confirme : « Trouver un poste d'adjoint à Montpellier est très compliqué. » Avant de trouver le sien, ce pharmacien non thésé a effectué plusieurs remplacements. « Un pharmacien me propo-

## LES CHIFFRES DU LANGUEDOC-ROUSSILLON

**114** demandeurs d'emploi diplômés d'Etat inscrits début avril 2013.

**48** offres d'emploi pharmaciens (CDD et CDI compris).

(Source Pôle Emploi.)



sait un CDI de 15 h par semaine à coefficient 400, pour travailler mercredi et samedi. Quand vous trouvez enfin un CDI de 30 h par semaine, il faut penser que c'est très bien pour la région » témoigne-t-il.

Fin 2012, 20 à 25% des officines rencontraient des difficultés financières, certaines étaient en redressement voire en liquidation. Titulaire d'une pharmacie à Montpellier, Brigitte Vaissiet-Crouzat observe : « Il n'y a pas de semaine où je ne suis démarchée 4 ou 5 fois par des candidats, certains sont prêts à se dévaloriser pour rester ici. Les pharmaciens qui ont de gros emprunts ne peuvent pas recruter et ont plutôt tendance à travailler plus. » Hugues Kasbach, directeur de la CERP, appuie : « Montpellier n'est pas facile économiquement, les pharmaciens sont plus nombreux à réduire les effectifs qu'à embaucher. » La CERP qui avait l'habitude de diffuser des offres, dit en avoir très peu désormais. « Cette année nous avons noté des licenciements et des non-remplacements, et lorsqu'il faut remplacer un adjoint, on voit des officines leur préférer un préparateur », remarque Herbert Benoît, directeur de l'OCP. « Certaines officines compensent les baisses de marge par une main-d'œuvre traitée à coefficient 450 ou moins, alors que dans le nord il serait plutôt à 500 voire 600 », observe Anne-Marie Lavalette. Les pharmaciens expérimentés ne sont pas tellement mieux lotis. Marion Rogier a exercé pendant 13 ans comme adjointe, 15 ans comme titulaire, puis est restée au chômage pendant quatre mois après avoir vendu ses parts. Elle a trouvé des remplacements en s'éloignant. « Je me suis progressivement fait une petite clientèle et tourne actuellement dans quatre pharmacies. » Elle doit toutefois aller à Sète (30 km de Montpellier) ou à Saint-Hippolyte-du-Fort (53 km au nord). « Pour travailler ici, il faut accepter de se déplacer, de travailler pendant des congés et malgré cela je n'arrive pas à boucler un temps plein. » **M.L.**

**« Quand vous trouvez enfin un CDI de 30 h par semaine, il faut penser que c'est très bien pour la région. »**

**Damien Orazi, adjoint**

# Les propositions diminuent sur Lille et sa métropole

## LES CHIFFRES DU NORD

**217** demandeurs d'emploi pharmaciens d'officine en janvier 2013.

**51** offres d'emploi recensées en 2012.

(Source Pôle Emploi.)



**T**rouver un remplacement après le diplôme devient très difficile. » Tel est le constat fait par David Ruczkal, président de l'Association amicale des étudiants en pharmacie de Lille. « Décrocher un CDI est un sésame auquel peu accèdent. Sur un seul poste, on peut avoir 40 diplômés candidats, surtout en métropole lilloise et à 20-25 minutes en voiture. Là, il y a énormément de demandes et très peu d'offres. Au cours des 2 à 3 dernières années, les étudiants ont dû accepter de plus en plus de concessions de flexibilité d'horaires, de rémunération. » Ce phénomène se voit moins hors métropole, dans le bassin minier, la Côte, le Valenciennois. Au 1<sup>er</sup> janvier 2012, le Conseil régional de l'Ordre recensait 1734 adjoints dont 1605 en officine contre respectivement 1744 et 1587 au 1<sup>er</sup> janvier 2007. Quant aux offres de Pôle Emploi, elles sont passées de 70 en 2011 à 51 en 2012, en baisse de 27% quand les demandes ont crû de 17%, passant de 186 en janvier 2012 à 217 en janvier 2013 avec une part importante (59%) de demandeurs exerçant une activité réduite. Ces derniers sont en progression de 36% du fait de remplacements de courte durée non reconduits. Sur le marché de l'intérim, « Adecco Médical Lille constate une grande demande, le plus souvent sur des périodes ponctuelles, 2 à 5 jours, dans l'urgence avec peu d'anticipation, émanant de zones tant rurales qu'urbaines, mais avec des zones géographiques plus difficiles comme la Côte d'Opale », rapporte Luc Viot Coster, directeur Division Pharmacie & Recherche chez Adecco Médical. « Il n'est pas de semaine où je n'ai un appel téléphonique pour une demande d'emploi. Pendant 15 ans, j'ai pleuré pour un adjoint. Calais, trop loin de Lille, n'était pas attractif. » Et Jean-Marc Lebecque, titulaire à Marck, d'ajouter : « Il y a un malaise. On gère des mises en liquidation judiciaire, des licences sont rendues à l'ARS. Bon nombre de pharmacies ont supprimé leur poste d'adjoint à mi-temps. C'est le dragon qui se mord la queue. Si on perd des pharmacies et des pharmaciens, comment va s'organiser l'offre de soins de premier recours ? » Patrice

Devillers, titulaire à Saint-Pol-sur-Ternoise, plus radical, pense « que le problème majeur des pharmaciens aujourd'hui n'est pas de rechercher un adjoint. Ils ne partent plus si souvent en vacances et ont d'autres chats à fouetter ! » Quant à Christophe Bridoux, installé à Bully-les-Mines, il « entend beaucoup moins parler de pressions administratives sur le nombre de pharmaciens par chiffre d'affaires. » Jérôme Cattiaux, de Cambrai (FSPF), confirme que « de plus en plus de pharmaciens réfléchissent à deux fois avant de s'engager sur un nouveau contrat, même sur du temps partiel. »

### Une attitude trop alimentaire

S'il trouve facilement des remplaçants pour les vacances, Eric Foulon, de Faches-Thumesnil, regrette le manque de passion, voire tout simplement d'intérêt pour le métier de certains candidats : « Ils ne sont pas tous en capacité de faire des remplacements efficaces, leur attitude est parfois trop alimentaire. Se contenter de servir au comptoir ne suffit plus », ce qui l'a amené à ne plus passer d'annonces. Face à cette tension naissante, Luc Dubreuil, doyen de la faculté de Lille, voit poindre « une très forte inquiétude des étudiants concernant l'avenir de l'officine, une montée en puissance des effectifs d'internat, une filière industrie en vogue. » Au global, « en dépit du contexte économique de l'officine et en l'état de l'évolution des métiers et de la démographie professionnelle, le maintien du nombre de diplômés semble logique. Les étudiants ne trouvent pas de travail ? C'est un problème géographique. Si à Lille, on a du mal à trouver du travail, dans l'Avesnois, sur la côte boulonnaise, on vous attend à bras ouverts. Il y a peut-être un déséquilibre entre la Métropole et les extrémités de la région », résume le doyen. ■ J.-L.D.

**« Sur un seul poste, on peut avoir 40 diplômés candidats. »**  
David Ruczkal, président de l'AAEP Lille